

Baromètre de la confiance politique - vague ²⁰¹⁵ 6bis

Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est l'instrument de référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux différents acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle leurs degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin leurs perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif. Cet instrument est développé grâce au soutien du Conseil économique, social et environnemental.

Où sont les Républicains ? Luc ROUBAN

Les attentats des 7 et 9 janvier 2015 et les manifestations du 11 janvier ont suscité un débat sur le modèle d'organisation politique de la France : République ou démocratie multiculturelle composée de communautés ? La thèse « républicaine » a été largement considérée comme allant de soi, appelant de multiples déclarations et prises de position en sa faveur. La vague 6bis du Baromètre de la confiance politique permet de mesurer la portée réelle de cette référence à la République en posant deux questions contextualisées. La première demande aux personnes interrogées si elles sont d'accord ou pas avec la phrase suivante : « La France est une République où tout le monde a le droit de s'exprimer comme il l'entend même si cela déplaît à certaines communautés ». La seconde affirme en revanche : « La France est constituée de communautés ayant des droits qu'il faut respecter même s'il faut limiter certaines libertés ». On est ici au cœur du débat de l'après-11 janvier 2015. La notion de « communauté » s'est répandue dans l'espace public, évoquant le modèle de société libérale nord-américaine, et il fallait savoir si elle était admise ou non par les enquêtés.

La première affirmation recueille 83% de réponses positives (37% de « tout à fait d'accord »). Triomphe de la thèse républicaine ? Ce n'est pas certain car on obtient également 66% de réponses positives à la thèse « communautaire ». L'analyse statistique de ces deux questions permet de mettre au jour 5 groupes d'enquêtés : les « partagés » qui répondent positivement aux deux questions constituent la majorité de l'échantillon (57%). Les Républicains, qui défendent uniquement la première proposition, n'en constituent que 25%, les « communautaires », qui soutiennent seulement la seconde proposition, en constituent 8%, groupes auxquels il faut ajouter celui des « anomiques » qui rejettent les deux affirmations (8%) et des indécis qui répondent ne pas savoir à au moins une de ces affirmations (3%). Dans le cadre d'une première exploration, on va brosser ici le portrait des Républicains par référence aux « partagés » et aux « communautaires ».

I/ Une République bourgeoise ?

Où se trouvent les Républicains purs et durs ? Au sein du peuple ? Non, surtout parmi les catégories socioprofessionnelles supérieures et les personnes les plus diplômées. 32% des cadres et professions libérales se retrouvent dans le groupe républicain contre 18% des employés ou des ouvriers. On trouve de même 32% de Républicains chez les titulaires de diplômes supérieurs à Bac+2 contre 15% chez les « sans diplôme ». Un indice de patrimoine a été construit sur la base de 4 variables (possession de valeurs mobilières, d'une résidence secondaire, d'un livret autre que le livret A, de biens immobiliers en location). La moyenne de cet indice est de 1,21 pour l'échantillon mais il atteint son plus haut niveau dans le groupe républicain (1,36).

De même, la répartition en tranches d'âge montre que les Républicains sont surtout nombreux chez les plus de 50 ans : 28% dans la tranche 50-64 ans contre 18% chez les 18-24 ans ou 19% parmi les 25-34 ans. En revanche, en proportion, on trouve chez les jeunes le plus de « communautaires » : parmi les lycéens et les étudiants, on en trouve 20% alors que 47% sont « partagés » et que 22% font partie des Républicains.

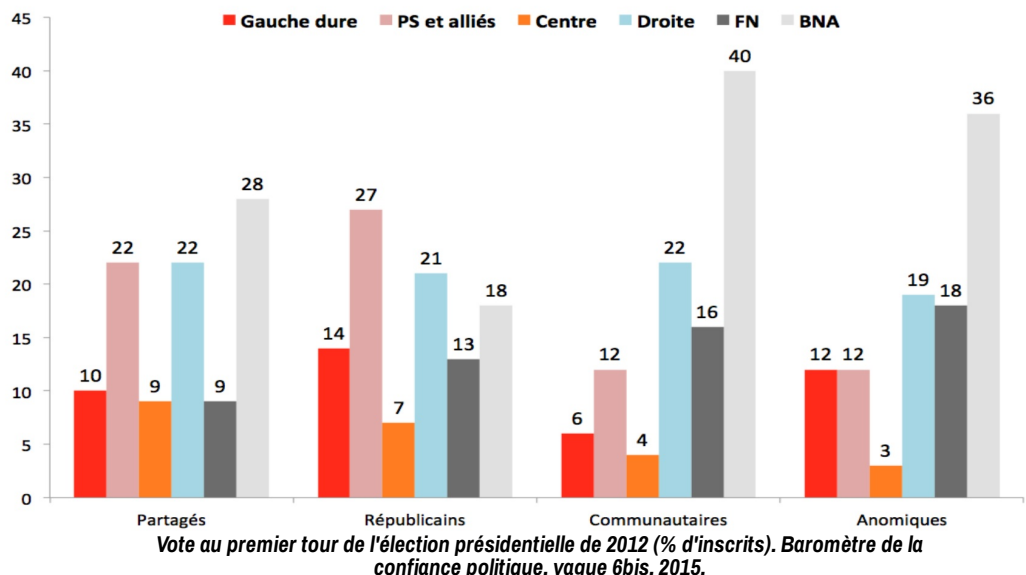
La répartition par secteur professionnel ne montre pas non plus une ferveur républicaine chez les fonctionnaires, deux tiers d'entre eux figurent parmi les « partagés » alors que 23% seulement affirment être des Républicains purs et durs.

II/ Républicains de gauche, « communautaires » de droite

L'auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite des personnes interrogées montre que 36% du groupe républicain se situe à gauche (gauche dure et PS) contre 15% du groupe des « communautaires » qui se positionne bien plus à droite (35%) ou dans le « ni gauche ni droite » (39%) alors que celui des « partagés » se répartit de manière assez homogène (28% à gauche, 14% au centre, 30% à droite, 28% ni à gauche ni à droite).

	Partagés	Républicains	Communautaires	Anomiques	Moyenne échantillon
18-24 ans	8	6	14	13	9
50-64 ans	26	29	21	21	25
65 ans et +	24	29	22	19	25
Bac ou moins	58	48	58	61	56
Etudes sup.	42	52	42	39	44
Cadres, prof. libérales	8	12	6	7	9
Employés	20	13	13	14	18
Ouvriers	15	11	17	22	14
S'en sortent difficilement avec le revenu du ménage	62	55	69	70	61
Indice de patrimoine	1,2	1,36	1,2	1,06	1,21

Les profils sociaux. Lecture : dans le groupe « républicain » on trouve 29% de 65 ans et + et 52% de personnes ayant suivi des études supérieures. Données non pondérées. Baromètre de la confiance politique, vague 6bis, 2015.



Cette orientation politique se retrouve assez clairement dans le vote au premier tour de la présidentielle de 2012. S'il existe une propension plus marquée à voter pour la gauche « dure » dans le groupe républicain (14%) ou surtout en faveur des candidats socialistes et Verts (27%), on remarque également que les « communautaires » ont voté massivement en faveur soit des candidats de droite soit en faveur de Marine Le Pen qui obtient chez eux (en % d'inscrits) 16% contre 13% dans le groupe républicain et 9% dans le groupe des « partagés » mais également 18% dans le groupe des « anomiques ».

Le groupe « communautaire » est également celui où le vote « blanc-nul-abstention » (BNA) est le plus élevé. Ce comportement semble confirmer une mise à l'écart, subie ou voulue, du jeu politique.

Ces données électorales sont confirmées par le niveau de confiance placée en François Hollande qui est de 17% chez les Républicains contre 10% chez les « communautaires ». Nicolas Sarkozy atteint son meilleur score chez les « communautaires » (27% contre 19% dans le groupe républicain). Marine Le Pen atteint 40% de confiance chez les « communautaires » contre 33% chez les Républicains et 30% chez les « partagés ». Le profil politique d'Alain Juppé séduit les Républicains qui lui accordent leur confiance à hauteur de 49%, le meilleur de tous les scores, contre 44% chez les « partagés » et 39% chez les «communautaires».

III/ Quelles communautés ?

Si la République est une construction politique, la « communauté » est un concept pluriel qui renvoie en premier lieu, du moins en France, à la communauté nationale mais aussi à toutes sortes de groupes d'appartenance liés aux origines, aux religions, aux cultures ou au lieux et modes de vie. Une communauté peut être héritée de sa famille ou de l'histoire (créant une solidarité mécanique au sens de Durkheim) mais elle peut être aussi rejointe de manière volontaire, comme les communautés professionnelles ou culturelles (créant alors une solidarité organique d'individus différenciés). L'enquête doit être interprétée prudemment dans la mesure où l'évocation des communautés est par nature polysémique.

La détermination religieuse joue en partie. C'est ainsi que le groupe républicain est composé de 53% de catholiques, de 6% de fidèles d'autres religions et de 41% de « sans religion » alors que le groupe « communautaire » est composé de catholiques à hauteur de 60%, de fidèles d'autres religions à hauteur de 14% mais de 24% de « sans religion ». L'intensité de la pratique religieuse en revanche ne semble jouer que de manière marginale. Par ailleurs, la notion de laïcité est connotée de manière « très positive » par 48% des Républicains, 31% des « partagés » mais 16% seulement des « communautaires ». De la même façon, 21% des « communautaires » ont au moins un parent d'origine étrangère contre 11% chez les « partagés » ou chez les Républicains.

Sur le plan politique, les « communautaires » se distinguent par un faible niveau de libéralisme culturel (indice créé sur la base des questions : l'école doit favoriser l'éveil plutôt que la discipline, il y a ou non trop d'immigrés, il faut ou non rétablir la peine de mort). En France, le libéralisme culturel est le fait des Républicains.

Sur le plan économique, les « communautaires » sont plus libéraux que les autres. Un indice de libéralisme économique établi à partir de trois variables (perception des notions de privatisation, de profit et de solidarité) montre également que les Républicains sont bien moins libéraux que les « partagés ».

En revanche, on aurait tort d'assimiler les « communautaires » aux seuls défenseurs de l'identité nationale. Nous avons construit un indice d'identité nationale sur la base de trois questions (se sentir avant tout Français, la France est l'unité géographique de référence, être fier d'être Français). On voit alors qu'il n'existe aucune variation sensible entre les divers groupes et que les «communautaires» ne sont pas plus nationalistes que les autres.

	Partagés	Républicains	Communautaires	Anomiques	Moyenne échantillon
Indice de libéralisme culturel	1,06	1,37	0,87	1,15	1,13
Indice de libéralisme économique	1,05	0,97	1,21	1,07	1,03
Indice d'identité nationale	1,09	1,07	1,08	1,01	1,07

Les valeurs

L'appartenance au groupe « communautaire » entraîne un assez haut niveau de méfiance aussi bien à l'égard des autres qu'à l'égard des institutions politiques. Pour 28% d'entre eux, la République est une notion négative. Sur l'indice de confiance interpersonnelle (confiance dans ses voisins, dans les gens rencontrés la première fois, dans les gens d'une autre religion, dans les gens d'une autre nationalité), la moyenne de l'échantillon est de 2,56 mais celle des « communautaires » est de 2,31 contre 2,56 chez les Républicains et 2,68 chez les « partagés ». Il en va de même en ce qui concerne les institutions (conseil municipal, général, régional, Assemblée nationale, gouvernement ou institution présidentielle). Alors que la moyenne de l'indice est ici de 2,94, les « communautaires » se situent à 2,4 contre 2,9 chez les Républicains et 3,19 chez les « partagés ».

Une République, trois observations

L'enquête nous fournit trois informations :

- Tout d'abord, la grande majorité des enquêtés sont « partagés » entre République et communautés. Les libertés publiques républicaines doivent être tempérées par les sensibilités communautaires. On est dans le « plutôt d'accord », et non dans le « tout à fait d'accord ». La notion de communauté s'est ancrée dans les représentations politiques françaises ;
- Ensuite, les Républicains purs et durs sont rares et plutôt bourgeois ;
- Enfin, les « communautaires » sont ancrés sur la droite et l'extrême-droite. Ce ne sont pas des libertaires ou des libéraux culturels. On est loin du modèle nord-américain. Ils attendent un pouvoir fort mais ne sont pas particulièrement nationalistes. On peut faire l'hypothèse que cette référence aux communautés exprime chez eux la dénonciation d'une instrumentalisation du thème républicain par les élites de gauche.

L'auteur

Luc ROUBAN

luc.rouban@sciencespo.fr



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



www.cevipof.com



@CEVIPOF



fb.com/centrederecherches.cevipof

Edition

Madani CHEURFA

Odile GAULTIER-VOITURIEZ